

GAZA : UNE CATASTROPHE PROGRAMMÉE, UNE EXPÉRIENCE QUI DOIT ÉCHOUER - Partie I

Par Marianne Blume

« Gaza est sur le point de devenir le premier territoire à être intentionnellement réduit à un état de misère abjecte ».

Karen Abu,
Commissaire général de l'agence de l'ONU
pour les réfugiés (UNRWA)

L'auteur(e) de ce point de vue, Marianne Blume est à l'origine professeur de langues anciennes. De 1995 à 2005, elle s'installe comme coopérante APEFE à Gaza où elle est chargée de mettre sur pied une filière de français à L'Université El-Azhar. A travers deux points de vue, elle nous dresse un état des lieux récent de la situation israélo-palestinienne.

On parle beaucoup du blocus de Gaza qui daterait de la victoire du Hamas aux élections démocratiques de 2006. On rappelle rarement que l'enfermement de la bande de Gaza date des accords d'Oslo, moment où ce minuscule territoire va être coupé d'Israël et de l'Égypte par un mur de barbelés infranchissable et par deux checkpoints contrôlés par l'armée israélienne. Depuis ces accords, un "safe passage" (passage protégé) avait été prévu entre Gaza et l'autre partie de ce qui reste de la Palestine, la Cisjordanie. Ce passage ne fonctionnera que 6 mois : la bande de Gaza est donc coincée

entre la mer, Israël et la frontière égyptienne. Et depuis 1994, son approvisionnement dépend entièrement du bon vouloir des autorités israéliennes. En juin 2007, lorsque le Hamas gouverne seul Gaza, Israël a déclaré la bande de Gaza "entité ennemie" et veut faire croire que, depuis le départ de Gaza des colons et de l'armée en 2005, elle n'est plus puissance occupante. Ce que contredit absolument le droit international...Et les faits... Le nord de la bande de Gaza, par exemple, est toujours inaccessible aux paysans qui y possèdent des terres : l'armée tire sur tout ce qui bouge dans cette région.

Par ailleurs, les incursions continuent, les assassinats aussi. Il suffira de rappeler la dernière attaque, fin 2008-début 2009, qui a fait près de 1.390 morts- en majorité civils-, 5.000 blessés, qui a détruit complètement plus de 3500 maisons (sans parler des maisons partiellement endommagées : 2.800 sévèrement et 54.000 légèrement), 2.482 hectares de cultures et touché plus de mille petites entreprises...

Le but avoué de cet enfermement et du blocus renforcé est la sécurité d'Israël : 1.500.000 personnes sont sanctionnées pour punir le Hamas, déclaré ennemi public N°1. Le but réel est tout autre. Primo, Israël veut couper définitivement la bande de Gaza de la Cisjordanie et-si possible- s'en débarrasser sur le compte de l'Egypte. Qui refuse, bien sûr, d'assumer ce qu'il faut appeler un transfert de population. Secundo, Israël veut rendre impossible la création d'un Etat palestinien : elle ramène la bande de Gaza au Moyen Âge pour casser toute résistance et pouvoir tranquillement démanteler ce qu'il reste de la Cisjordanie. Ce dont le conseiller de Sharon, Dov Weissglass s'en était d'ailleurs ouvertement expliqué en son temps. Depuis toujours, Gaza représente le cauchemar des dirigeants israéliens. Ytzhak Rabin ne disait-il pas qu'il rêvait de se réveiller et de voir la bande de Gaza sombrer dans la mer ?

UN DÉSASTRE ÉCONOMIQUE

Avant même la 2^{ème} Intifada (en 2000), une économiste américaine, avait déjà parlé du dé-développement de la bande de Gaza dû aux mesures israéliennes. Aujourd'hui, on cherche les termes à utiliser pour décrire la situation. En effet, les entreprises privées sont pratiquement paralysées par le blocus, faute de matériel, d'outils et de débouchés. Ainsi, la quasi-totalité des entreprises

industrielles (98 %) ont fermé. Le secteur de la construction, qui avant septembre 2000 occupait 15 % de la population active, est pratiquement à l'arrêt. En 2009, seules 258 entreprises industrielles étaient en activité alors qu'en 2006, il y en avait 2.400. Le taux de chômage a donc explosé pour atteindre 42 % (contre 32 % avant le blocus). Quant aux paysans, ils voient chaque jour leur possibilités de travail diminuer : quand ce ne sont pas des champs qui sont dévastés par les incursions (17% des terres ont été endommagés par les bulldozers ou la pollution chimique) ou inaccessibles vu les tirs de l'armée israélienne (30% des terres cultivables), ce sont les graines et les engrais qui manquent. Ou les tuyaux pour l'irrigation. Ou encore les pièces de rechange pour les tracteurs. Tous ces produits sont en effet interdits d'entrée à Gaza. Le nord de la bande de Gaza s'enorgueillissait de ses fraises : Israël refuse leur exportation et dès lors, les paysans abandonnent une culture exigeante qui ne rapporte plus rien. Les pêcheurs, eux, sont réduits à trois mille marins. Quand l'armée israélienne leur permet de sortir en mer. De quoi pêcher des alevins, sans plus. Les prises ont baissé de 47% de 2008 à 2009 : alors qu'ils vivent le long de la mer, les Gazaouis sont obligés d'acheter du poisson congelé en Israël, à moins qu'il ne vienne d'Egypte par les tunnels.

En juin 2007, 748 camions sortaient de Gaza pour l'exportation ; depuis, plus un seul. Voilà pourquoi, près de 85% des habitants de la bande de Gaza dépendent pour vivre de l'aide humanitaire- chiffre donné par les agences de l'ONU.

UN DÉSASTRE HUMANITAIRE

Depuis les accords d'Oslo, Israël contrôle le flux des marchandises entrant et sortant de la bande de Gaza. Aux points de passage (par

exemple, Karni pour les biens de consommation, Nahal Oz pour le carburant etc.), les Israéliens avaient imposé le « *back to back* », à savoir que les cargaisons étaient déchargées d'un côté de la frontière et rechargées de l'autre sur un autre camion après une longue inspection tatillonne. Depuis le blocus de 2007, les marchandises ne sortent plus (sauf show médiatique pour quelques camions d'œilletons) et celles qui sont autorisées ne rentrent plus que par un seul point, Kerem Shalom. Elles sont jetées sur une aire interdite aux commerçants palestiniens qui doivent appeler le bureau de coordination israélien qui les avertit du jour où ils pourront venir les récupérer. Parfois des semaines plus tard. Et cela vaut pour la nourriture comme pour les ordinateurs, les médicaments ou n'importe quel bien.

Ceci n'est rien par rapport au cynisme qui prévaut dans le chef de ceux qui décident de ce qui peut ou ne peut pas entrer dans la bande de Gaza. En effet, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles ne veulent pas d'une crise humanitaire : elles ont donc calculé la ration calorique nécessaire par habitant et décident sur cette base des marchandises permises et de leur volume. De fait, seuls 25% des besoins de la population sont rencontrés par les importations. Ce sont seulement 2500 camions de marchandises qui entrent par mois contre 10400 avant le blocus de 2007. Alors que 4000 biens étaient autorisés avant 2007, il n'y en a plus qu'une trentaine/quarantaine aujourd'hui. C'est le COGAT (autorité militaire qui gère les Territoires Occupés, en charge des questions économiques et sécuritaires) qui décide de la liste des produits chaque semaine. La liste n'est jamais connue d'avance et elle change notamment en fonction des besoins du marché israélien (surplus agricole à écouler, par exemple). Des produits comme le chocolat ou les pâtes sont (ou ont été) interdits. Les fruits secs, la coriandre, la viande fraîche aussi. Le papier A4 ne passe

pas, ni les jouets, ni les carnets de note, ni les instruments de musique. Ni non plus le béton, le plâtre, le goudron, le bois de construction. Ni les chaussures, ni les vêtements. Ni encore le bétail, la volaille et bien d'autres choses encore.

Les prix ont donc augmenté de manière horrible allant jusqu'à tripler ou quadrupler parfois. Certains reportages montrent des magasins aux étalages bien garnis. Cela pose deux questions : 1. D'où viennent les marchandises ? 2. Et qui les achète ? Achètent ceux qui ont de l'argent ou qui sont bien placés. Quant aux produits "interdits", ils viennent par les tunnels creusés à la frontière avec l'Égypte. Et vu les lois du marché, on les paie au prix fort.

Résultat : suivant le dernier rapport de la FAO, 60% de la population gazaouie est en situation d'insécurité alimentaire et l'OMS a diagnostiqué une augmentation nette des cas d'anémies.

UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE

En 2006, sous prétexte de récupérer un soldat israélien fait prisonnier (le fameux Gilad Shalit), Israël s'attaque à la bande de Gaza. L'unique centrale électrique qui fournissait 30% de l'électricité totale est bombardée. Vu les restrictions imposées sur l'importation de pièces, elle n'a pu être réparée qu'en partie. Quant au carburant nécessaire à son fonctionnement, il vient d'Israël et est payé par la Commission européenne, dans le cadre d'un programme humanitaire européen du nom de PEGASE. Le volume d'approvisionnement est fixé par les autorités israéliennes qui le déterminent suivant le critère de besoin minimal. Israël fournit directement 62% de l'électricité, les 8% restant venant d'Égypte. Le quota total de fourniture est déterminé par les Israéliens qui se paient sur les taxes qu'ils prélèvent à la

place de l'Autorité Palestinienne aux frontières. Les coupures d'électricité quotidiennes et inopinées sont monnaie courante, soit que le carburant vient à manquer soit que le quota alloué soit dépassé, soit encore que les autorités israéliennes aient décidé de punir les habitants de Gaza : ne pas avoir d'électricité pendant 8h, un ou plusieurs jours fait partie du quotidien car, de toute manière, la fourniture d'électricité ne correspond pas aux besoins. Or sans électricité, la plupart des familles n'ont pas d'eau : en effet, la pression étant insuffisante, il faut un moteur pour emmagasiner l'eau dans des citernes sur les toits... Pas d'électricité, c'est aussi ne pas pouvoir congeler ou garder au frigo des provisions, c'est ne pas pouvoir étudier le soir sauf à la lueur des bougies, c'est ne pas pouvoir regarder la TV, c'est ne pas communiquer sur internet, c'est ne pas pouvoir recharger son GSM, c'est... Pour les entreprises, c'est tout simplement ne pas pouvoir fonctionner. Pour les administrations, c'est revenir aux procédés manuels alors qu'on a des ordinateurs performants.

Et pour les hôpitaux, c'est pire encore. Même s'ils sont prioritaires pour recevoir le carburant nécessaire aux groupes électrogènes, il n'est pas rare que des opérations aient lieu dans la pénombre, que les dialyses ne puissent se faire, que des appareils lourds ne puissent être utilisés...

Quant aux véhicules, avant le trafic par les tunnels, elles roulaient à l'huile de friture. Une pollution peu ordinaire.

Le gaz est aussi rationné : on cuit avec ce que l'on peut, du bois, des déchets... ou on ne cuit pas.

UN DÉSASTRE ENVIRONNEMENTAL

La pénurie d'électricité touche aussi les stations d'épuration d'eau qui, par ailleurs, ne sont pas autorisées à importer les produits chimiques et les pièces nécessaires à leur fonctionnement. Conséquence : environ 20 000 mètres cubes d'eau d'égouts non-traitées sont directement déversées chaque jour dans la Méditerranée. Les plages sont polluées. A d'autres endroits, les eaux usées sont évacuées dans le sol où elles polluent la nappe phréatique. Quant au réseau de distribution et de collecte des eaux, il ne peut être ni réparé ni à plus forte raison agrandi puisque le matériel nécessaire est soumis au blocus. Le dernier rapport sur l'eau à Gaza constate que 90% de l'eau n'est pas potable: sa teneur en chlore et en nitrates, en effet, atteint, respectivement, six à sept fois celle que fixent les normes pour la sécurité de l'eau potable définies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Dans les conclusions du rapport de la Mission d'Etablissement des Faits sur le Conflit de Gaza, Desmond Travers, un membre de cette mission, note : « *Si rien n'est fait, Gaza risque de devenir inhabitable selon les normes de l'OMS.* »

Sources des données chiffrées : FAO et OMS